

LE COVID 19 ET LA GUÉRISON POLITIQUE D'ISRAËL

PAR EMMANUEL NAVON

Comme dans *La peste* de Camus, le Covid 19 nous pris par surprise et a suspendu nos vies. Cette peste, écrit Camus dans la dernière phrase de son roman, était apparue – et pouvait réapparaître – « pour le malheur et l'enseignement des hommes ». Le message eût été plus juste et plus fort, à mon sens, si Camus avait utilisé la conjonction « ou » à la place de « et ». Car face aux épreuves de la vie, nous avons le choix entre l'affliction et l'apprentissage. Du malheur du Covid 19, Israël a tiré un enseignement politique salutaire.

La crise du Covid 19 s'est développée parallèlement à la crise politique dans laquelle Israël était plongée depuis les élections d'avril 2019. Cette crise politique était le résultat d'un paradoxe : trois élections consécutives (avril et septembre 2019, puis mars 2020) produisirent une majorité tant pour un gouvernement de droite que pour un gouvernement d'union, mais pas pour un gouvernement dirigé par Benjamin Netanyahu.

Ce paradoxe avait deux raisons : 1) Le refus d'Avigdor Lieberman de se joindre de nouveau à une coalition de droite, du fait de sa décision de se venger de Netanyahu ; 2) Le refus du parti « Bleu-Blanc » de se joindre à un gouvernement d'union dirigé par Netanyahu, à cause de la mise en examen de celui-ci. Si le Likoud n'avait pas eu Netanyahu à sa tête, il eût été possible – à trois reprises – de former soit un gouvernement de droite soit un gouvernement d'union. Or Netanyahu fut réélu avec une majorité de plus de deux-tiers à la tête du Likoud en décembre 2019, et le Likoud arriva en tête des élections de mars 2020 (sans pour autant obtenir une majorité) en dépit – certains diront grâce – à la mise en examen de Netanyahu. Continuer de boycotter Netanyahu devint donc objectivement déraisonnable, irréaliste, et contre-productif. C'est pourtant ce que décidèrent de faire Avigdor



Lieberman et Yaïr Lapid (le numéro deux, à l'époque, de « Bleu-Blanc »). La Knesset avait bien une majorité « anti-Bibi » de 62 députés (réduite à 61 après la défection d'Orly Levy-Abécassis), mais cette majorité ne pouvait former un gouvernement car deux de ses membres (Zvika

Hauser et Yoaz Hendel) annoncèrent qu'ils ne voteraient pas pour la confiance d'un gouvernement formé grâce au soutien de la liste arabe unifiée. Étant donné que Netanyahu n'avait pas de majorité, on se dirigeait vers une quatrième élection en pleine crise du corona. D'où la décision de Benny Gantz de former un gouvernement d'union avec Netanyahu au prix du démembrement de « Bleu-Blanc ».

La crise du corona a donc permis de mettre l'intérêt national avant la polarisation politique autour de Netanyahu, de surmonter le paradoxe décrit plus haut, et de s'unir en tournant la page. Certes, le gouvernement d'union est disproportionné et absurde (36 ministres, seize secrétaires d'État, et une flopée de ministères-fantôme dont les derniers en date sont ceux de « la promotion communautaire » et « des universités et de l'eau ») alors même que le pays fait face à un déficit budgétaire béant. Mais la crise nous a permis de dépasser un blocage politique délétère, de surmonter la polarisation autour de Netanyahu, et de rassembler 60% de l'électorat derrière le nouveau gouvernement.

Israël, pour paraphraser Camus, a su tirer l'enseignement politique du malheur du Covid 19. Il s'agit à présent de préserver « l'union sacrée » et de s'attaquer aux conséquences économiques de la crise. ■

**Professeur de relations internationales à l'Université de Tel Aviv et au Centre Interdisciplinaire de Herzliya ; Chercheur au Forum Kohelet et à l'Institut de Jérusalem pour la stratégie et la sécurité ; auteur du livre L'étoile et le sceptre : une histoire diplomatique d'Israël (à paraître).*